

La crise grecque au-delà de la mythologie

Alex Andreou¹, OWNI, 26 juin 2011

La crise de la dette grecque exacerbe les ressentiments entre les nations européennes. Pourtant, le combat des Grecs contre les intérêts économiques privés nous concerne tous.

Je n'ai jamais été à la fois aussi désespéré d'avoir à expliquer cela, et aussi plein d'espoir que les gens comprennent ce simple fait : les mouvements de protestation en Grèce vous concernent tous, directement.

Ce qui est en train de se passer à Athènes en ce moment, c'est la résistance contre une invasion à peu près aussi brutale que celle de la Pologne en 1939. Les envahisseurs portent certes des costards au lieu des uniformes, et sont équipés d'ordinateurs portables plutôt que de fusils, mais ne nous trompons pas : l'attaque contre notre souveraineté est tout aussi violente et profonde. Les intérêts de fortunes privées sont en train de dicter la politique à adopter par notre nation souveraine, qui est expressément et directement contre l'intérêt national. L'ignorer, c'est ignorer le danger. Peut-être préférez-vous vous imaginer que tout ceci va s'arrêter là ? Peut-être encore vous dites-vous que l'huissier n'entrera pas ensuite au Portugal, en Irlande, en Espagne, pas plus qu'en Angleterre ? Tout ceci a déjà commencé, et c'est pourquoi on ne peut pas se permettre d'ignorer ce qui est en train de se produire.

Ce sont eux qui nous imposent toutes ces privatisations. Josef Schlarmann, un membre senior du parti de Angela Merkel nous a récemment fait [une suggestion ô combien utile](#) [en] : nous devrions vendre nos îles à des investisseurs privés afin de payer les intérêts de notre dette, intérêts qui nous ont été imposés pour stabiliser les institutions financières et l'échec d'une expérience monétaire. Et bien sur, ce n'est qu'une coïncidence si des études récentes montrent qu'il y aurait d'immenses réserves de gaz sous la mer d'Égée.

[La Chine s'est impliquée là-dedans](#) [en] car elle détient d'énormes réserves de change, dont plus d'un tiers en euros. Des sites historiques tels que l'Acropole pourraient être privatisés. Si nous ne répondons pas aux demandes des politiciens étrangers, le risque est qu'ils nous l'imposent. Ils transformeront le Parthénon et l'ancienne Agora en Disneyland, et ils sous-paieront des gens à se déguiser en Platon ou en Socrate pour jouer les fantaisies des riches.

Les Grecs sont tombés dans le piège du capitalisme

Comprenez bien que je ne cherche pas à exempter mes compatriotes de tout reproche. Nous avons commis beaucoup d'erreurs. Quand je suis revenu en Grèce en 2006, j'ai passé les premiers mois à observer un pays complètement différent de celui que j'avais laissé derrière moi en 1991. Chaque panneau, chaque arrêt de bus, chaque page de magazine vantait les mérites des crédits à taux bas. C'était une distribution d'argent gratuit !



Vous avez un prêt que vous ne pouvez pas honorer ? Venez chez nous, contractez un emprunt encore plus gros, et nous vous offrirons un strip-tease en cadeau de bienvenue ! Bien sûr, les noms des entreprises qui achetaient ces publicités ne vous sont pas inconnus : HSBC, Citibank, Crédit Agricole, Eurobank etc.

Non sans regrets, je dois admettre que nous avons mordu à l'hameçon. Le psychisme grec a toujours eu un talon d'Achille : une crise d'identité imminente. Nous chevauchons trois continents, et notre culture a toujours été un melting pot à l'image de notre géographie. Et plutôt que d'embrasser cette richesse, nous avons décidé d'être définitivement européens, capitalistes, modernes, et occidentaux. Et bon sang, nous avons été très bons à ce petit jeu ! Nous étions en phase de devenir les plus Européens, les plus capitalistes, les plus modernes, et les plus occidentaux. Nous étions des ados avec la carte platinum de nos parents.

Je ne voyais pas la moindre paire de lunettes de soleil qui ne soit pas blasonnée de la marque Diesel ou Prada, ou de paires de tongs qui ne portent le logo de Versace ou D&G. Les voitures autour de moi étaient des Mercedes et des BMW. Si quelqu'un avait le malheur de prendre des vacances pour une destination

¹ Ancien juriste et aujourd'hui acteur. D'origine grecque, j'habite à Londres.

plus proche que la Thaïlande, il préférerait rester discret à ce sujet. Il y avait un incroyable manque de bon sens, et rien pour nous avertir que ce printemps de richesse risquait de ne pas être éternel. Nous sommes une nation endormie qui marche, somnambule, vers les profondeurs de notre nouvelle piscine carrelée à l'italienne, sans nous soucier de savoir si nos orteils toucheront ou non le fond.

Néanmoins, cette irresponsabilité n'est qu'une petite partie du problème. Le véritable problème n'est autre que l'émergence d'une nouvelle classe d'intérêt économiques étrangers, gouvernée par la ploutocratie, une Église dominée par l'avidité, et une dynastie de politiciens. Et pendant que nous étions en train d'emprunter et de dépenser (ce que l'on appelle la "croissance"), ils étaient en train d'échafauder un système de corruption grossier, pire que n'importe quelle république bananière. La corruption était si répandue et éhontée que tout le monde haussait les épaules, acceptant le système, ou acceptant d'en faire partie.

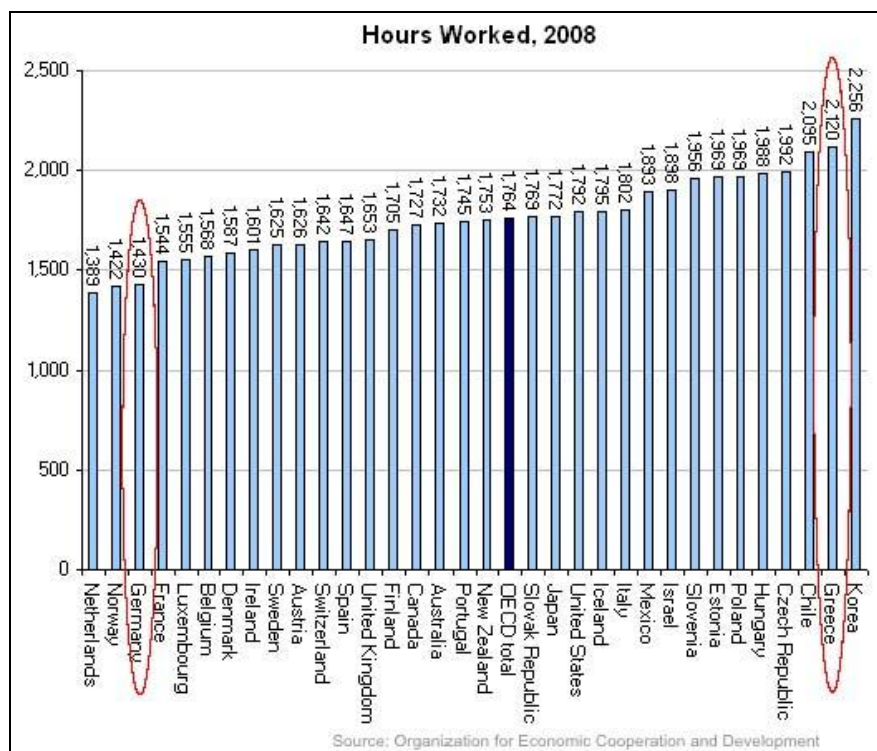
Je sais qu'il est impossible de résumer en un seul article toute l'histoire, la géographie et la mentalité qui ont mis à genoux notre merveilleux petit bout de continent, et ont transformé l'une des plus vieilles civilisations du monde en risée de l'Europe, source d'inspiration de blagues faciles. Je sais qu'il est impossible de transmettre le désespoir et le sentiment d'impuissance croissant qui sous-tend les conversations que j'ai eues avec mes amis et ma famille au cours des derniers mois. Mais il est vital que j'essaie, parce que la déshumanisation et la diabolisation de mon peuple est en plein essor.

J'ai lu, stupéfait, un article d'une publication bien connue qui expliquait que la mafia savait comment traiter les gens qui ne paient pas leurs dettes, expliquant *"qu'une batte de baseball pourrait être la solution pour résoudre l'éternel désordre grec"*. L'article tentait de se justifier en introduisant une série de généralisations et de préjugés aussi inexacts que venimeux, à tel point que si l'on avait remplacé le terme "grec" par "noir" ou "juif", l'auteur aurait été interpellé par la police et accusé d'incitation à la haine. (Je mets systématiquement les liens vers les sites que je cite, mais pour le coup, je n'ai pas l'intention de créer du trafic pour cette harpie)

Laissez-moi donc démystifier un peu la mythologie développée par certains médias.

Mythe n°1 : les Grecs sont paresseux

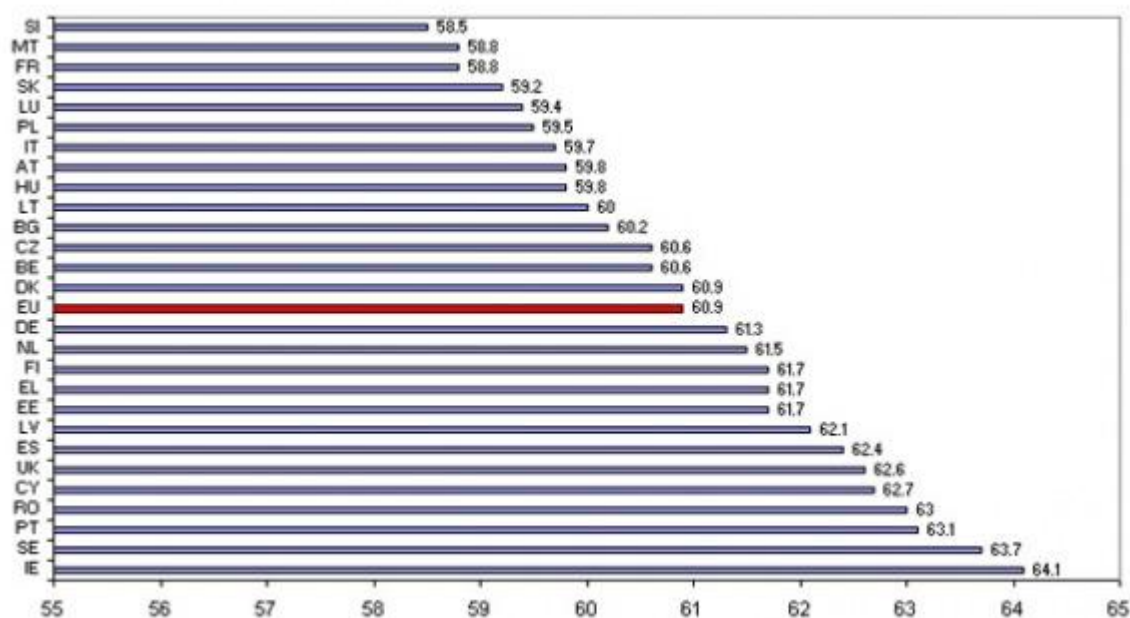
Cela résume en grande partie ce qui est souvent dit ou écrit par rapport à la crise. Selon cette thèse, l'éthique méditerranéenne du travail serait laxiste et expliquerait notre chute. Et pourtant [les données de l'OCDE](#) [en] montrent qu'en 2008, les Grecs ont travaillé en moyenne 2120 heures par an, soit 690 heures de plus que les Allemands, 467 heures de plus que les Britanniques et 365 heures de plus que la moyenne européenne. Seuls les Coréens travaillent plus longtemps que nous. De plus, les congés payés en Grèce sont en moyenne de 23 jours, soit moins que la plupart des pays de l'Union Européenne y compris le Royaume-Uni (28 jours) et l'Allemagne (30 jours).



Mythe n°2 : les Grecs partent trop tôt à la retraite

Le chiffre de 53 ans avancé comme âge moyen de la retraite en Grèce est tellement galvaudé qu'il en est devenu un fait. Ce chiffre provient en réalité d'un [rapide commentaire](#) [en] sur le site du *New York Times*. Il a depuis été répété par *Fox News* et dans d'autres publications.

La vérité, c'est que les fonctionnaires grecs ont la possibilité de prendre leur retraite après 17,5 années de service, mais avec une pension de moitié. Le chiffre de 53 ans n'est qu'une grossière moyenne entre le nombre de personnes qui choisissent effectivement cette option (la plupart du temps pour changer de carrière) et ceux qui continuent dans le service public jusqu'à obtenir le droit à une pension complète. En regardant les [données d'Eurostats](#) [en], on se rend compte que l'âge moyen de départ à la retraite était de 61,7 ans en 2005, soit plus que l'Allemagne, la France ou l'Italie, et plus également que la moyenne des 27 pays de l'Union Européenne. D'ailleurs, la Grèce ayant été forcée de rehausser l'âge minimum légal de départ à la retraite, ce chiffre est susceptible d'augmenter encore à l'avenir.



Mythe n°3 : la Grèce est une économie faible, qui n'aurait pas dû intégrer l'Union Européenne

Une des affirmations fréquemment adressées à la Grèce est que son adhésion à l'Union Européenne lui a été accordée grâce au sentiment que la Grèce est le "berceau de la démocratie". Ce qui pourrait difficilement être plus éloigné de la réalité. En 1981, la Grèce est devenue le premier pays membre de la CEE après les six pays fondateurs. Membre de l'UE depuis 30 ans, la Grèce est [classée par la banque mondiale](#) [en] comme un "pays à haut revenus". En 2005, la Grèce était classée 22^{ème} pays mondial en termes de [développement humain et de qualité de vie](#) [pdf, en] – soit mieux que la France, l'Allemagne, et le Royaume-Uni. Pas plus tard qu'en 2009, la Grèce avait le 24^{ème} plus haut ratio de PIB par habitant, [selon la Banque Mondiale](#) [en]. De plus, selon [une étude de l'Université de Pennsylvanie](#) [en], la productivité de la Grèce en terme de PIB réel par personne et par heure de travail serait plus haute que la France, l'Allemagne ou que les États-Unis, et même 20% plus élevée que celle du Royaume-Uni.

country	country isocode	year	rgdpl2th
France	FRA	2005	53.99
Germany	GER	2005	52.15
Greece	GRC	2005	54.34
United Kingdom	GBR	2005	43.76
United States	USA	2005	49.52

Mythe n°4 : le premier plan de sauvetage était censé aider le peuple grec, mais a échoué

Non, ce plan n'était pas destiné à aider la Grèce, mais plutôt à garantir la stabilité la zone euro, et surtout à gagner du temps. Il a été instauré afin d'éviter un autre choc financier du type Lehman Brother, à un moment où les institutions financières étaient trop faibles pour y résister. Selon l'économiste [Stéphanie Flanders de la BBC](#) [en] :

En d'autres termes, la Grèce semble être moins capable de payer qu'il y a un an, alors que le système, dans son ensemble, semble en meilleure forme pour résister à une défaillance. Acheter du temps a fonctionné pour l'Eurozone. Mais cela n'a pas fonctionné aussi bien pour la Grèce.

Si le plan de sauvetage avait vraiment été mis en place pour aider la Grèce, alors la France et l'Allemagne n'auraient pas insisté pour conserver de futurs contrats d'armements de plusieurs milliards d'euros. Comme Daniel Cohn-Bendit, le parlementaire européen et leader du groupe des Verts au Parlement [l'explique](#) :

« Durant les trois derniers mois, nous avons forcé la Grèce à reconduire plusieurs milliards de dollars de contrats d'armements. Des frégates françaises que les Grecs vont devoir acheter 2,5 milliards d'euros. Des hélicoptères, des avions, des sous-marins allemands ».

Mythe n°5 : le second plan est conçu pour aider la Grèce et va certainement réussir.

J'ai regardé la déclaration commune de Merkel et Sarkozy l'autre jour. Il était parsemé d'expressions telles que "les marchés sont inquiets", "les investisseurs doivent être rassurés" et enrobé d'expressions techniques monétaristes. Ils ressemblaient à une équipe d'ingénieurs effectuant des ajustements mineurs à une sonde automatique sur le point d'être envoyée dans l'espace. Leur propos était dénué de tout autre sens que ce dont nous sommes en train de discuter : de l'extension de la misère à venir, de la pauvreté, de la douleur et même de la mort de la souveraineté d'un partenaire européen.

En fait, la plupart des commentateurs [s'accordent à dire](#) [en] que ce second package a le même objectif que le premier : acheter du temps pour les banques, à grands frais pour le peuple grec. Il n'y a aucune chance que la Grèce puisse rembourser sa dette. [Le défaut de paiement est inévitable](#) [en].

Mythe n°6 : les grecs veulent le plan de sauvetage, mais pas l'austérité

C'est le mythe le plus tenace : les Grecs protestent car ils ne veulent pas du tout de plan de sauvetage. C'est une pure contre-vérité. Ils ont déjà accepté des restrictions budgétaires qui seraient aujourd'hui inacceptables au Royaume-Uni (imaginez la politique de Cameron... et multipliez la par 10).

Or, les résultats ne sont pas au rendez-vous depuis six mois. Les salaires de bases ont été réduits à 550 euros par mois. Ma mère, qui a bientôt 70 ans, a travaillé toute sa vie pour le département d'archéologie du ministère de la Culture, elle a payé ses impôts, la sécurité sociale et ses cotisations de retraite pendant 45 ans, et aujourd'hui sa pension a été diminuée à moins de 400 euros. Et comme le reste de l'Europe, elle doit faire face à la poussée inflationniste des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Un bon ami de mon grand-père, Panagiotis K., s'est battu pendant la guerre il y a 70 ans, du même côté que les démocraties occidentales. Une fois revenu, il a travaillé pendant 50 ans dans un chantier naval, a payé ses impôts, a accumulé ses droits de retraite. A l'âge de 87 ans, il a dû retourner dans son village natal afin de pouvoir travailler son "pervoli" – un petit jardin arable – en plantant des légumes et en gardant 4 poules. Afin que lui et sa femme de 83 ans puissent, peut-être, avoir de quoi se nourrir...

Un médecin expliquait hier à Al-Jazeera que des infirmières sont tellement désespérées qu'elles demandent des pourboires (pots de vins ?) aux patients en échange de leurs soins, dans des hôpitaux pourtant gratuits. Ceux qui ne peuvent pas payer repartent vivre avec leur maladie, ou en meurent. Le serment d'Hippocrate est rompu par désespoir, à l'endroit même où il a été conçu.

Combat universel

Le combat des Grecs n'est pas un combat contre les coupures budgétaires : il n'y a plus rien à couper, le couteau du FMI a déjà saigné le pays à blanc, jusqu'aux os perclus d'arthrite. Les Grecs comprennent juste qu'un second plan de sauvetage n'est rien d'autre qu'un coup de pied dans une canette vide qui traîne dans un caniveau. Ils comprennent aussi que le budget primaire de la Grèce n'est en fait dans le rouge que de 5 milliards d'euros. Les 48 milliards d'euros restants correspondent au service de la dette, incluant entre autres les intérêts du premier plan de sauvetage (qui correspondent à un tiers du plan). L'Union Européenne, la BCE, le FMI veulent maintenant ajouter une nouvelle dette au dessus sur la pile déjà existante, tout simplement pour honorer le paiement des intérêts de l'année suivante.



Les Grecs ont compris le jeu. Et ils disent : « *Trop c'est trop, gardez votre argent* ».

Mon pays a toujours attiré des occupants belliqueux. Sa position géographique stratégique combinée à une beauté naturelle et historique attise les convoitises. Mais nous sommes tenaces. Nous avons émergé après 400 ans d'occupation ottomane, 25 générations sous lesquelles notre identité a été interdite, sous peine de mort. Mais notre langue, nos traditions, notre religion et notre musique sont restés intacts.



Ma sœur est allée manifester sur la place Syntagma, elle me raconte que ce qui se passe est beau, rempli d'espoir, et glorieusement démocratique. Une foule totalement non-partisane de centaines de milliers de personnes a occupé la place devant le Parlement. Ils se partagent le peu de nourriture et de boissons qu'ils ont. Un micro est à disposition, et n'importe qui peut y parler pour quelques minutes – et même proposer un vote à main levée. La citoyenneté, en somme. Et voici ce qu'ils disent :

Nous ne souffrirons pas plus longtemps pour que les riches puissent devenir plus riches encore. Nous n'autorisons aucun politicien – ils ont si spectaculairement échoué – à emprunter plus d'argent en notre nom. Nous ne leur faisons pas confiance à eux ni à ceux qui nous prêtent cet argent.

Nous voulons de nouveaux représentants responsables à la barre, pas ceux qui sont viciés par les fiascos du passé. Ceux-là sont à court d'idées. Où que vous soyez dans le monde, leurs propos s'appliquent.

La monnaie est une marchandise inventée pour aider les gens, en facilitant les transactions entre eux. Ce n'est pas une richesse en elle-même. La richesse, ce sont les ressources naturelles, l'eau, la nourriture, le territoire, l'éducation, les talents, l'esprit, l'ingénierie, l'art. À ce titre, le peuple grec n'est pas plus pauvre qu'il ne l'était il y a deux ans. De même que le peuple espagnol, irlandais ou britannique ne sont pas plus pauvres.

Et pourtant, nous souffrons tous à des niveaux différents, juste pour que certaines sommes (qui représentent de l'argent qui n'a jamais vraiment existé) soient transférées d'une colonne à une autre d'un bilan comptable.

C'est pourquoi l'enjeu en Grèce vous concerne aussi : parce qu'il s'agit d'un combat pour notre droit à l'auto-détermination, de demander de nouveaux processus politiques ; notre droit à la souveraineté contre les intérêts d'entreprises privées qui nous traitent comme du bétail pour leur propre bénéfice. C'est un combat contre un système qui fait en sorte que ceux qui font le mal ne soient jamais punis, alors que les plus pauvres, les plus décents, ceux qui travaillent le plus, sont ceux qui supportent le fardeau.

Les Grecs disent non à tout cela. Et vous, que dites-vous ?